

les envoyer aux pensionnés avec leur premier chèque. En guise de reconnaissance, ils pourraient retourner ce billet au gouvernement.

J'ai acheté dernièrement un numéro de l'*Evening Report* et un autre du *Record* de Kitchener-Waterloo. Un article du *Record* était coiffé du titre: «3.6% pension increase for vets 'Great insult,' says legion head». Les pensionnés du pays ont peut-être besoin de tout l'argent qu'ils peuvent obtenir, mais ils ont leur amour-propre. Le gouvernement les insulte en leur donnant cette obole à la veille d'élections, comme s'il s'attendait à leur reconnaissance plutôt qu'à leur méfiance à l'égard de ses intentions. Le gouvernement ferait bien de laisser tomber cette affaire jusqu'après les élections. Nous avons déjà eu des «élections de trois piastres».

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Six piastres.

**M. Saltsman:** De mieux en mieux. Nous pourrions examiner l'aide aux étudiants, qui peut sembler excellente à première vue. Je puis vous assurer, monsieur l'Orateur, que ce sera très bien pour les gens dans mon cas, avec le revenu que j'ai. Ce sera très bien pour les députés, parce que nous avons un revenu assez important. Nous ne sommes pas mal partagés. Mais il n'en va pas de même du travailleur ordinaire, car seuls les gens à revenu impossible peuvent tirer partie de l'aide aux étudiants, de la somme de \$50 par mois accordée dans le cas des étudiants. Cette disposition est très avantageuse pour moi, puisque j'ai un fils à l'université. Mais qu'est-ce que cela donnera au métallurgiste qui gagne \$5,000, \$6,000 ou \$7,000 par année? Quel avantage en retirera-t-il?

• (1640)

Est-ce équitable, étant donné surtout que les gouvernements provinciaux ont augmenté les frais d'inscription dans les universités? Ils réduisent leur aide dans bien des domaines et rendent l'accès à l'université plus difficile. Et que le ministre des Finances ne vienne pas me dire que le problème est d'ordre provincial et non fédéral. Tout cela a commencé quand le gouvernement fédéral a imposé un maximum à l'aide qu'il était disposé à accorder aux provinces. Le gouvernement a déclaré aux provinces que chaque fois qu'elles dépasseraient tel ou tel montant, l'accord sur le partage des frais ne tiendrait plus. Le gouvernement fédéral disait, en fait, que les provinces disposaient de tant d'années pour réunir les fonds qu'elles n'obtiendraient plus du gouvernement fédéral. Et le gouvernement a le toupet de s'enorgueillir de ce qu'il fait pour les étudiants. D'un côté, il désorganise le financement des universités et de l'autre, il dit que les étudiants seront en meilleure posture du fait des avantages et des indemnités qui leur seront offerts.

Il y aurait bien des choses à reprendre dans le financement des universités. Je ne suis pas d'accord sur tout ce qui se fait de ce côté. Mais cette méthode suscite de nouvelles difficultés, elle est une insulte aux étudiants qui ne gagnent pas beaucoup d'argent. Elle est très avantageuse pour les étudiants qui ont un bon revenu, mais combien y a-t-il d'étudiants au Canada qui peuvent suivre des cours tout en gagnant un revenu assez considérable pour être imposable et leur valoir un avantage? Il y en a bien peu, d'après moi.

L'aide aux infirmes et aux invalides entre dans cette même catégorie. Le rédacteur de ce projet de loi aura pensé que seuls les riches ont des mères invalides, que les pauvres, eux, n'ont pas de mères ni de parents qu'il faut

transporter dans des chaises roulantes, puisque, une fois encore, l'avantage s'applique au revenu impossible. C'est comme pour la garde des enfants où la loi de l'impôt sur le revenu prévoit de bien plus grands avantages pour ceux qui touchent des revenus élevés que pour ceux qui en touchent de modiques.

Il semblerait aussi qu'il n'y ait pas de cultivateurs au Canada. Je pense que la déclaration ne renferme pas un mot à leur sujet. Si le ministre n'avait pas l'intention de faire quoi que ce soit pour les cultivateurs ou pour les pêcheurs, il aurait pu avoir la bonne grâce de s'excuser et de dire qu'il agirait en leur faveur plus tard. C'est comme s'ils n'existaient pas. Quand on demande au ministre des Finances la raison de cette choquante omission, il répond que beaucoup d'autres mesures sont prévues pour eux dans d'autres lois. Il aura à en convaincre un grand nombre de cultivateurs obstinés. D'ailleurs, les cultivateurs n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes, puisqu'ils ne paient pas les \$50 qui permettent d'assister aux banquets de Toronto. Les cultivateurs ont eu le grand tort de ne pas assister aux banquets, et c'est pourquoi ils sont ainsi traités dans le budget. J'espère que ce budget leur apprendra à assister aux banquets. J'ignore combien il faut dépenser pour aller par avion de Moose Jaw à Toronto, pour assister aux banquets. Si les cultivateurs n'y assistent pas, c'est parce que leurs femmes préparent de bien meilleurs plats. Ils ne peuvent supporter ni les plats ni les discours.

Examinons brièvement la question de l'achat des machines. Le gouvernement prétend que les avantages s'appliquant à l'achat des machines créeront des emplois. Le gouvernement trouvera sans doute peu d'économistes pour se ranger à son avis. Rien ne laisse supposer que l'encouragement accordé aux aménagements industriels créera plus d'emplois. Il peut améliorer les bénéfices et la productivité. Nous n'en disons rien. Mais il ne suscitera pas plus d'emplois, surtout lorsqu'on constate que plus de la moitié des machines achetées au Canada ne proviennent pas de fournisseurs canadiens mais plutôt de fournisseurs étrangers. Bien sûr, le gouvernement parle de redresser la situation.

Rien ne témoigne d'une capacité industrielle inutilisée. Nos usines ne sont pas débordées de travail au point de surcharger leurs machines et d'être obligées de se rééquiper. Bien au contraire. Nous pouvons presque tous ici citer un exemple de fermeture d'usine. Dans ma circonscription, qui est hautement industrialisée, on trouve tous les niveaux de capacité de production. Le véritable résultat de ces rachats d'usines sera d'augmenter les bénéfices des sociétés. L'hypothèse du gouvernement est qu'en faisant ces cadeaux à ses amis ils se comporteront de façon sensée. Le ministre des Finances adore le mot «sensé» de la même façon que des précédents ministres ont aimé le mot «confiance». Il y a bien des entreprises, un marché et des institutions, mais pas d'individus. Le gouvernement s'inquiète du marché car il estime que c'est là que la confiance doit régner. Selon lui il faut stimuler les entreprises parce que c'est indispensable. Les gens ne comptent pas. Le ministre ignore ce qu'est créer la demande. Nous prétendons que la justice, la productivité et l'accroissement de notre produit national brut ne sont pas contradictoires mais vont de pair. Lorsqu'on accorde une réduction fiscale à un citoyen moyen on le persuade que son gouvernement ne le vole pas en permanence en faveur de quelqu'un d'autre et cela contribue davantage à relever